

L'exploration de combustible fossiles et le changement climatique

Résumé Exécutif

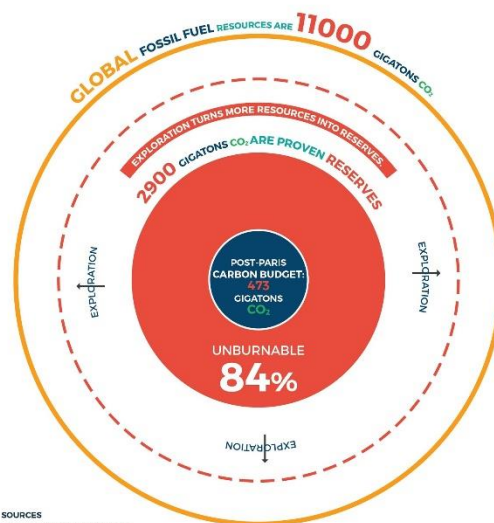
En 2016, l'exploration de nouvelles réserves de combustibles fossiles n'est plus nécessaire. Depuis l'Accord de Paris, les jours de cette industrie, qui encore aujourd'hui est multimilliardaire, sont comptés. Dans ce rapport, nous abordons l'industrie mondiale de l'exploration pétrolière et son avenir dans un monde où traiter le changement climatique devient une priorité. Nous regardons aussi les moyens de commencer dès aujourd'hui à réduire la voilure de l'exploration de combustibles fossiles.

Principales conclusions :

- Continuer l'exploration de combustibles fossiles est incompatible avec l'Accord de Paris.
- L'exploration pétrolière est un secteur aux rendements décroissants. Les longs temps de récupération exposent ces investissements à des risques plus fréquents et plus élevés.
- Arrêter l'exploration est une option intelligente, car elle donne accès à des bénéfices financiers et climatiques, entre autres, ainsi que de nombreux effets de levier et il est possible de commencer immédiatement.

1. Après Paris, il n'y a plus d'espace pour davantage de combustible fossile.

Le budget carbone pour brûler des combustibles fossiles, qui résulte de l'Accord de Paris et de l'objectif de température, représente 16% des réserves actuelles prouvées de combustibles fossiles (équivalent à 473 gigatonnes d'émissions de CO₂) à brûler. Les 84% restant (équivalent à 2 427 gigatonnes de CO₂) doivent rester dans le sol.¹ L'exploration pétrolière augmente la quantité de carbone qui ne peut pas être consommé et les découvertes de nouvelles réserves ne font aucune différence sur le budget carbone, compte tenu du fait que les champs de pétrole, de gaz et de charbons existants contiennent



SOURCES
Kühne 2016, McClade et al. 2015

Figure 1 – L'augmentation de la bulle carbone par l'exploration pétrolière (source : LINGO)

¹ Kühne, Kjell (2016), [The global Carbon Budget after the Paris Agreement](#), Leave it in the Ground Initiative (LINGO), 18.2.2016.

suffisamment de carbone pour dépasser l'objectif de Paris.² L'exploration actuelle n'aurait un sens que dans un scénario catastrophe de fuite climatique, où les températures augmenteraient bien plus.

2. L'exploration de combustibles fossiles est de plus en plus un mauvais investissement

Bien que l'exploration pétrolière est été dans le passé un investissement très attrayant aux taux de rendement interne (TRI) autour des 20%, cette situation a radicalement changé au cours des dernières années. Il est de plus en plus difficile de trouver de nouveaux gisements dans des conditions toujours plus sévères, et où les coûts d'exploration grimpent toujours plus haut. S'agissant d'une ressource non renouvelable, cette dynamique est naturelle et était d'ailleurs évidente avant même le récent ralentissement des prix des combustibles fossiles (figure 2³), qui sont venus accentuer le point d'interrogation sur l'économie de l'exploration pétrolières.

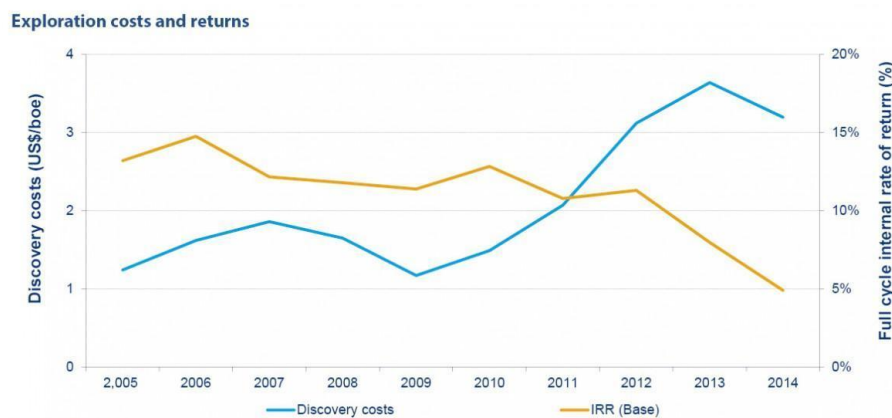


Figure 2 - Coûts et retour sur investissement (IRR dans le graphe) pour l'industrie de l'exploration de pétrole et de gaz entre 2005 et 2014.³

Pour rentabiliser économiquement les activités d'exploration, les combustibles fossiles découverts doivent être extraits et vendus avec profit. Il faut généralement de 15 à 20 ans, depuis la découverte jusqu'à la période de récupération, pour viabiliser les projets pétroliers en eau profonde, tous retards inclus⁴, par comparaison les projets de gaz de schiste peuvent avoir des délais plus courts et ceux des sables bitumineux, beaucoup plus longs. Pour les activités d'exploration actuelles et futures, la date au-delà de laquelle l'investissement a un retour positif se situe donc généralement au-delà de 2030. Ceci place donc la plupart des activités actuelles d'exploration en dehors d'un délai raisonnable pour les investissements sensibles. Cela dit en passant, les objectifs de Paris exigent une décarbonisation globale complète à l'horizon 2035.⁵ Même en l'absence d'action efficace pour le climat, le marché des combustibles fossiles va probablement rapidement se resserrer, par la concurrence des énergies renouvelables mise en exergue par la chute du prix de l'électricité renouvelable et du stockage d'énergie et par les plans pour l'élimination progressive des voitures à essence d'ici 2030 dans l'UE⁶ et ailleurs.

² Oil Change International (2016), [The Sky's Limit: Why The Paris Climate Goals Require A Managed Decline Of Fossil Fuel Production](#), Oil Change International, Septembre 2016.

³ Wilson, Julie (2016), [Deepwater Exploration Cutbacks May Come Back To Haunt Oil Drillers](#), Forbes, 11.2.2016.

⁴ Carbon Tracker Initiative (2014) [Responding to Shell: An Analytical perspective](#), Juillet 2014.

⁵ NewClimate Institute (2016) [Was bedeutet das Pariser Abkommen für den Klimaschutz in Deutschland?](#), Kurzstudie, Février 2016.

⁶ Böll, Sven (2016), [Ab 2030 - Bundesländer wollen Benzin- und Dieselaautos verbieten](#), Spiegel online, 8.10.2016.

Outre la dimension temporelle de l'exploration, la marée noire de la plateforme Deepwater Horizon a montré que l'exploration pétrolière offshore est un pari très risqué en soi : le coût de cette catastrophe a dépassé les bénéfices possibles de l'entreprise par un facteur trente.

Malgré les milliards de dollars que les industriels de l'exploration investissent, l'argent public dépasse largement le montant des capitaux privés dans l'exploration pétrolière, témoignant ainsi d'une dépendance de cette industrie à l'égard du soutien gouvernemental.⁷ Pendant l'âge fossile, un flux constant de combustibles fossiles bon marché était une priorité et devait être garanti par l'intervention du gouvernement (et à ses frais). Mais aujourd'hui, ces mêmes gouvernements se sont engagés sur des objectifs climatiques qui transformeront ces investissements en actifs bloqués. L'argent serait mieux dépensé sur la montée en puissance des infrastructures d'énergie renouvelable. L'argent nécessaire pour un unique puits en eau profonde – plus de 50 millions de dollars américains – suffirait à installer des panneaux solaires sur toutes les maisons dans une petite ville. (figure 3⁸).

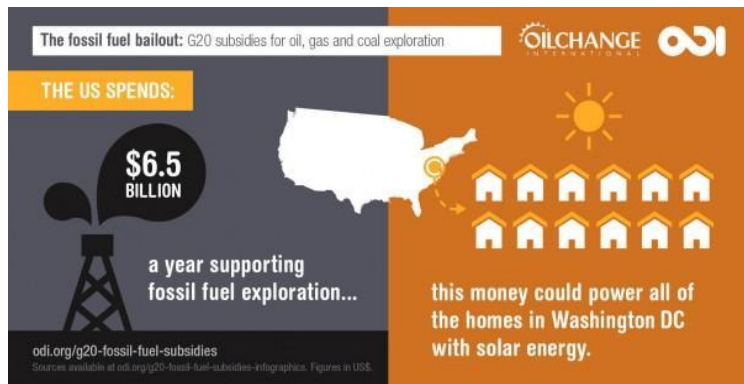


Figure 3 - Subventions annuelles d'exploration US par rapport.⁸

Malgré les milliards de dollars que les industriels de l'exploration investissent, l'argent public dépasse largement le montant des capitaux privés dans l'exploration pétrolière, témoignant ainsi d'une dépendance de cette industrie à l'égard du soutien gouvernemental.⁷ Pendant l'âge fossile, un flux constant de combustibles fossiles bon marché était une priorité et devait être garanti par l'intervention du gouvernement (et à ses frais). Mais aujourd'hui, ces mêmes gouvernements se sont engagés sur des objectifs climatiques qui transformeront ces investissements en actifs bloqués. L'argent serait mieux dépensé sur la montée en puissance des infrastructures d'énergie renouvelable. L'argent nécessaire pour un unique puits en eau profonde – plus de 50 millions de dollars américains – suffirait à installer des panneaux solaires sur toutes les maisons dans une petite ville. (figure 3⁸).

3. Stopper l'exploration offre de nombreux avantages et de nombreux effets de levier.

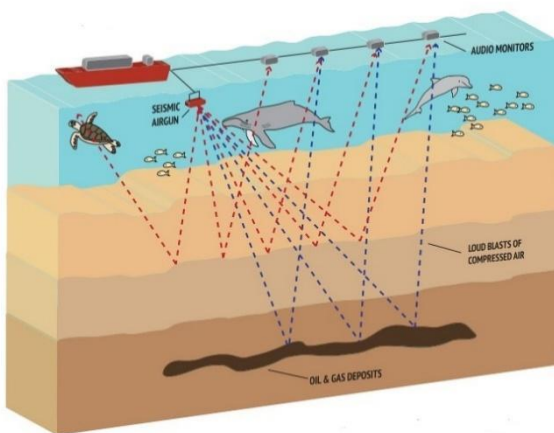


Figure 4 - Impacts des tests sismiques sur la faune marine (Source : [Oceana](#)).

L'exploration pétrolière et gazière offshore nécessite le recours à des méthodes qui nuisent à la faune marine. Son arrêt permettrait d'éviter bien des dommages aux écosystèmes, qui sont déjà exposés aux effets combinés du réchauffement climatique et de pressions humaines diverses, et de contribuer à sa préservation. Par ailleurs, non seulement l'exploration en tant que telle est dangereuse, mais après découverte d'un puits, le risque d'une marée noire devient une menace imminente et permanente pour l'écosystème local, l'industrie locale et – via le passif en cas de sinistre – même pour les entreprises concernées dans ces opérations. L'exploration pétrolière maritime est un candidat pour un moratoire immédiat.

L'exploration pétrolière terrestre s'enfonce elle aussi dans des environnements difficiles, avec des risques à la fois écologiques et sociaux associés au développement des combustibles fossiles. Le nombre croissant de cas où de tels projets sont contestés et sont interrompus pour des raisons écologiques et sociaux nous rappellent la raison pour laquelle ces frontières n'ont pas été repoussées plus tôt.

⁷ Oil Change International and Overseas Development Institute (2014) [The fossil fuel bailout: G20 subsidies for oil, gas and coal exploration](#). Report, November 2014

⁸ Image: Overseas Development Institute (2014) [G20 spends \\$88 billion a year supporting fossil fuel exploration](#). November 2014

L'exploration des combustibles fossiles dans les aires protégées et sur les terres autochtones vient souvent à l'encontre de l'engagement pris en 2000 par les gouvernements pour interdire l'extraction minière dans les aires protégées⁹ et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui leur octroie le droit de dire Non à des projets sur leurs terres.

Outre les aspects économiques, écologiques et sociaux, des problèmes de sécurité sont aussi résolus par l'arrêt définitif de l'exploration pétrolière. Un certain nombre de réserves de combustibles fossiles sont en zone de litige entre les Etats. Des plans de suspension définitive de l'exploration pour ces zones contribueraient à la dés-intensification de la violence, voire même à la paix.¹⁰

Un autre argument en faveur de contrer en premier lieu l'exploration pétrolière, est l'effet de levier: Trois dollars dépensés dans l'exploration pourraient faire découvrir un baril de pétrole qui, à son tour avalerait 7 à 40 fois plus de capital – entre 20 et 120 dollars des coûts de production – avant d'être vendu, brûlé et responsable de l'émission de 0,3 tonnes de CO2. D'importants flux financiers de l'industrie fossile pourraient ainsi être détournés par l'arrêt de l'exploration. Dans ce cas, le « coût » d'atténuation de 10 USD par tonne de CO2 est en réalité un coût négatif, soit de l'argent économisé.

Recommandations

Entreprises :

- Annuler toutes les dépenses prévues d'exploration pétrolière et verser des dividendes ou investir dans les énergies renouvelables.
- Créer et mettre en œuvre des plans de transition.
- Rejeter toute demande de nouvelles licences d'exploration.

Gouvernements :

- Arrêter la délivrance et le renouvellement des licences d'exploration.
- Examiner les licences d'exploration existantes dans les territoires autochtones, les zones protégées, les zones en litige et en mer et les interrompre quand c'est possible.
- Supprimer les subventions d'exploration et allouer les ressources à la sécurité des énergies renouvelables.
- Ne pas créer des mécanismes où l'annulation ou le retard des licences d'exploration pétrolière pourraient donner suite à des amendes ou des poursuites judiciaires, dans le cadre des accords de libre-échange.

Investisseurs :

- Céder les sociétés d'exploration pétrolière ou exiger des plans de transition hors de cette industrie.
- Faire pression sur les entreprises qui ont des activités d'exploration afin d'annuler les projets d'exploration et de verser des dividendes ou d'investir dans les énergies renouvelables.

Société civile :

- Utilisez tous les moyens tels que les poursuites judiciaires, voire même la désobéissance civile si nécessaire, afin d'arrêter ou de retarder les projets d'exploration.

⁹ World Conservation Congress (2000), [Resolution 2.82 Protection and conservation of biological diversity of protected areas from the negative impacts of mining and exploration](#), Amman, 4 - 11 Octobre 2000

¹⁰ Benedikter, Roland et al. (2016), "Keep It in the Ground." The Paris Agreement and the Renewal of the Energy Economy: Toward an Alternative Future for Globalized Resource Policy?, Challenge (2016): 1 - 18.